



# RAPPORT ANNUEL 2020

# Nouvelle Vision

## Améliorer l'efficacité productive des entreprises

Depuis 1998, notre métier de spécialiste de leasing nous a permis d'avoir accès à des personnes de très grande qualité et, fort de leur confiance, de jouer un rôle important dans la vie de leurs entreprises.

Les dirigeants des grandes entreprises et des PME, les Praticiens des professions libérales et les Artisans, ont en effet, fait confiance à Fidelis Finance pour financer leurs projets de croissance.

D'année en année, nous avons construit une relation de partenariat fondée sur un pacte de fidélité. Capital précieux, cette marque de confiance nous oblige à nous renouveler pour nous adapter continuellement à leurs besoins.

C'est pourquoi, nous avons souscrit à une stratégie axée sur le triptyque suivant :

- ▶ Renforcer nos capacités : avec l'arrivée dans le capital social des actionnaires de référence comme la BOAD, la BIDC, le FSA, le FBDES, Groupe SUNU et AfriCapital Partners en plus de la conclusion de partenariats nouveaux sur le plan international avec entre autres, la BAD, ResponsAbility, Symbiotics, Incofin et ICD, Triple Jump, etc.
- ▶ Elargir notre horizon : par un enrichissement et une extension de notre offre de services financiers aux Entreprises et de notre réseau avec la création de Fidelis Finance Côte d'Ivoire ;
- ▶ Mieux servir : offrir une prestation de qualité, en replaçant nos clients et nos partenaires au cœur de toutes nos stratégies quel que soient.

Fidelis Finance, c'est permettre aux entrepreneurs d'élargir plus l'horizon de leurs possibilités et saisir de nouvelles opportunités pour encore développer leur Entreprise.

**M. Abdoulaye Kouafilann Sory**  
Administrateur-directeur général

# Sommaire

LE MOT DE L'ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR GÉNÉRAL	04
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	05
LE COMITÉ DE DIRECTION	06
LES DONNÉES CLÉS	07
LES VISION-MISSIONS-OBJECTIFS ET VALEURS	09
LE RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	12
LE TABLEAU D'ANALYSE DES RÉSULTATS	16
LES ETATS FINANCIERS DESTINÉS A LA PUBLICATION	17
LES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE	19
LE RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020	24
LA RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE	29
LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	30



**M. Abdoulaye Kouafilann Sory**

*Administrateur-Directeur général*

## **MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL**

C'est dans un contexte d'une crise inédite, à la fois sanitaire et économique que le Groupe a exercé ses activités tout au long de l'année 2020.

Dès les premières heures de cette crise dans nos deux pays d'implantation, nous avons actionné le Plan de Continuité des Activités. Ce qui nous a permis d'encadrer l'ensemble des opérations qui ont pu se poursuivre sans dommage.

Nous avons ainsi pu préserver la santé de nos collaborateurs qui ont accepté de respecter toutes les mesures de sécurité indiquées afin de poursuivre notre contribution au développement de nos économies durement éprouvées. Nous avons soutenu nos deux Etats par une contribution financière de 50 millions pour lutter contre la covid-19. C'est le lieu de féliciter l'ensemble de nos collaborateurs pour leur engagement et la discipline exemplaire dont ils ont fait preuve.

Des mesures réglementaires ont été prises pour soutenir nos clients fortement affectés par des reports d'échéance à l'endroit des entreprises en général, et des PME en particulier, ayant enregistré un impact direct de la crise sanitaire. Notre soutien s'est aussi tourné vers nos partenaires et nos fournisseurs qui comptent énormément pour nous.

Fort de tout cela et malgré quelques perturbations, appuyé par notre expérience de plus de 20 années, nous avons enregistré des résultats satisfaisants avec plus de 27 000 millions de crédit produits au cours de l'exercice 2020. En effet, nous avons consolidé les acquis du Groupe avec un bond de 26% soit 19 231 millions au total bilan pour atteindre les 71 690 millions, assorti d'un résultat net bénéficiaire de 908 millions.

Le leasing reste notre activité dominante avec 59 % de la production.

Le bilan de notre projet stratégique dénommé « ELAN 2021 » nous a permis d'enregistrer d'énormes avancées. Il s'agit notamment de la migration à un logiciel métier qui est entrée dans sa phase d'implémentation, l'application des réformes induites par les lois baloises II et III ainsi que le nouveau dispositif prudentiel et le référentiel comptable bancaire, de la construction de nos Sièges tant à Ouagadougou qu'à Abidjan. Tous ces acquis reposent sur nos clients qui ne cessent de nous faire confiance, nos actionnaires, le personnel de valeurs engagé, les partenaires et les fournisseurs.

A tous ceux-là, nous leur renouvelons nos sincères remerciements et comptons sur eux pour le nouveau plan de développement amorcé avec l'ouverture prochaine d'une agence régionale à Bouaké pour se rapprocher davantage des clients et étendre nos produits et services à un plus grand nombre de PME et d'opérateurs économiques.



## LA LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**M. Brahim ANANE**

Président du Conseil d'Administration -  
Président du Comité Exécutif de Crédit



**M. Abdoulaye Kouafilann SORY**

Administrateur Directeur Général  
Membre du comité Exécutif de Crédit  
Membre du Comité des Risques



**M. Christian ADOVELANDE**

Administrateur Indépendant



**M. Seth Célestin ABOH**

Administrateur Indépendant  
Président du Comité d'Audit et  
de Conformité



**M. Kalifa Romuald DAO**

Représentant permanent du  
FBDES  
Membre du Comité des  
Rémunérations



**M. Sékou SYLLA**

Administrateur Indépendant  
Président du Comité des  
Rémunérations.



**M. Seydou DIAKITE**

Représentant permanent  
Raynal Assurances IARDT  
BURKINA FASO  
Membre du Comité des  
Risques



**M. Bienvenu COMLAN**

Représentant permanent  
BOAD  
Président du Comité des  
Risques



**M. Moctar COULIBALY**

Représentant permanent du  
BIDC  
Membre du Comité d'Audit et  
de Conformité



**M. Ahmadou A DIALLO**

Représentant permanent du  
FSA  
Membre du Comité Exécutif  
de Crédit



## LE COMITE DE DIRECTION



**M. Abdoulaye Kouafilann SORY**  
Administrateur Directeur Général



**M. Nomel YAPO**  
Directeur général adjoint Fidelis  
Finance Côte d'Ivoire



**M. Anselme SANOU**  
Directeur de la Comptabilité  
et du Reporting



**Mme Joëlle PITROIPA**  
Secrétaire général



**Mlle Elsa TAPSOBA**  
Responsable  
de l'Audit interne



**M. Seydou DIARRA**  
Conseiller



**M. Abdel Abass BARRO**  
Directeur Gestion  
des Engagements



**M. Romaric ROUAMBA**  
Directeur Comptable et  
Financier fidelis finance  
Burkina Faso



**M. Emmanuel THIAMOBIGA**  
Directeur Commercial  
et du Crédit



**Mme Aminata C. TRAORE**  
Directeur de l'Agence  
Régionale de Bobo-Dioulasso/  
Burkina Faso



**M Zoléon R. KONE**  
Directeur de l'Agence Régionale  
de Bouaké/Côte d'Ivoire

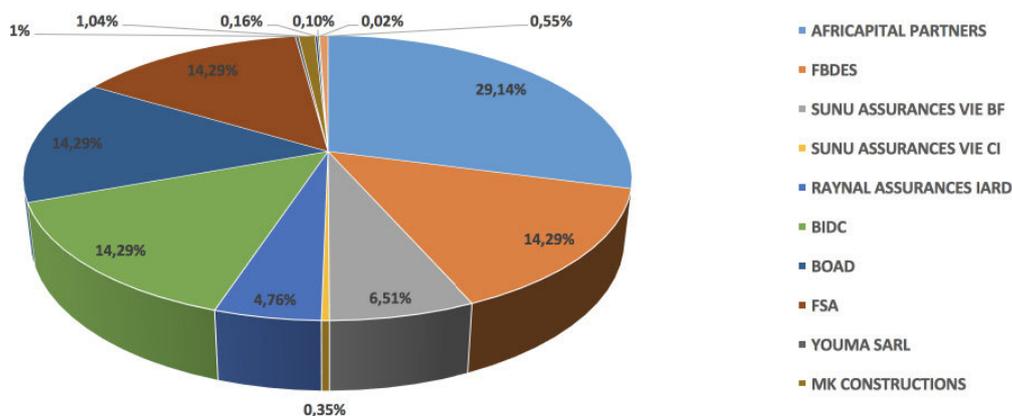


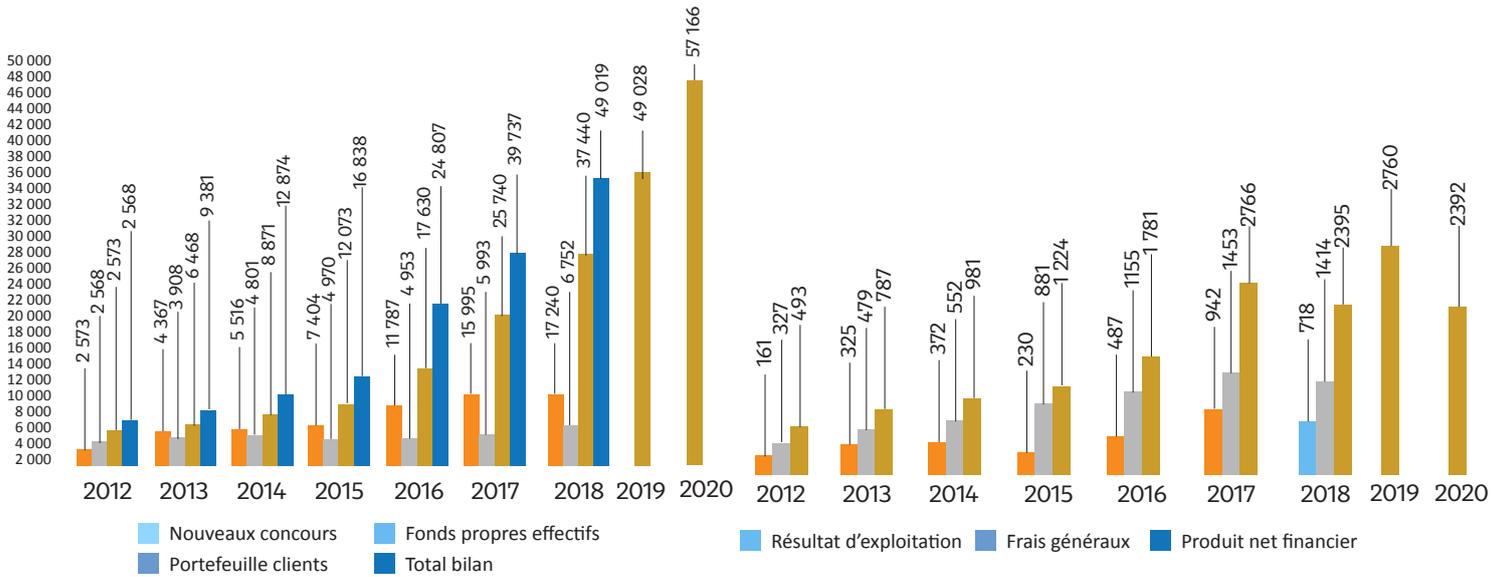
**M. Mathias G. BORO**  
Chef de l'Agence de  
Sankar-yaaré/Burkina Faso



## LES DONNÉES CLÉS

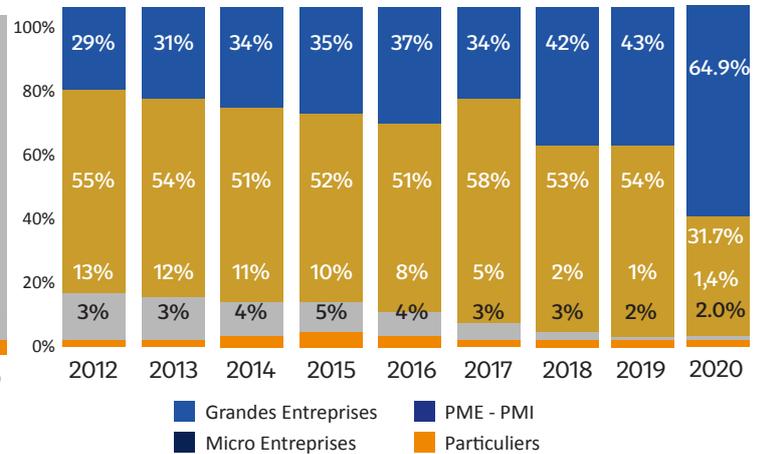
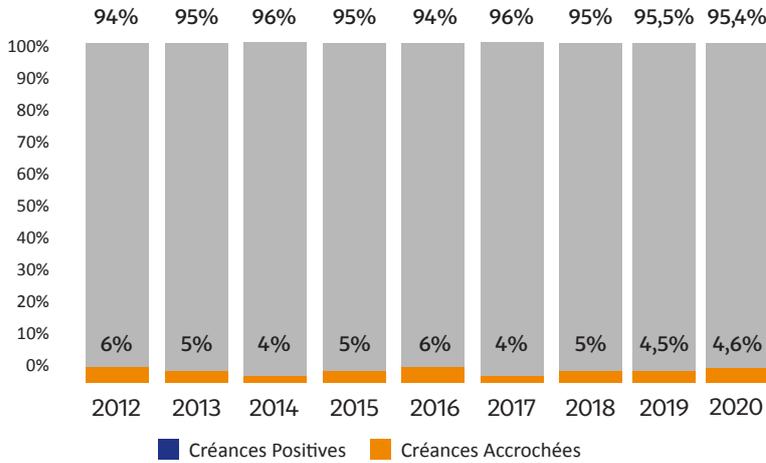
N° d'ordre	Nom & Prénoms des associés ou actionnaires	Quote part en %
<b>Personnes Morales</b>		
1	AFRICAPITAL PARTNERS	29,14%
2	FBDES	14,29%
3	SUNU ASSURANCES VIE BF	6,51%
4	SUNU ASSURANCES VIE CI	0,35%
5	RAYNAL ASSURANCES IARD	4,76%
6	BIDC	14,29%
7	BOAD	14,29%
8	FSA	14,29%
9	YOUMA SARL	0,21%
10	MK CONSTRUCTIONS	1,04%
11	DIACFA AUTOMOBILES	0,16%
12	BURKINA EQUIPEMENTS	0,10%
13	SEAB	0,02%
14	AUTRES PERSONNES PHYSIQUES	0,55%





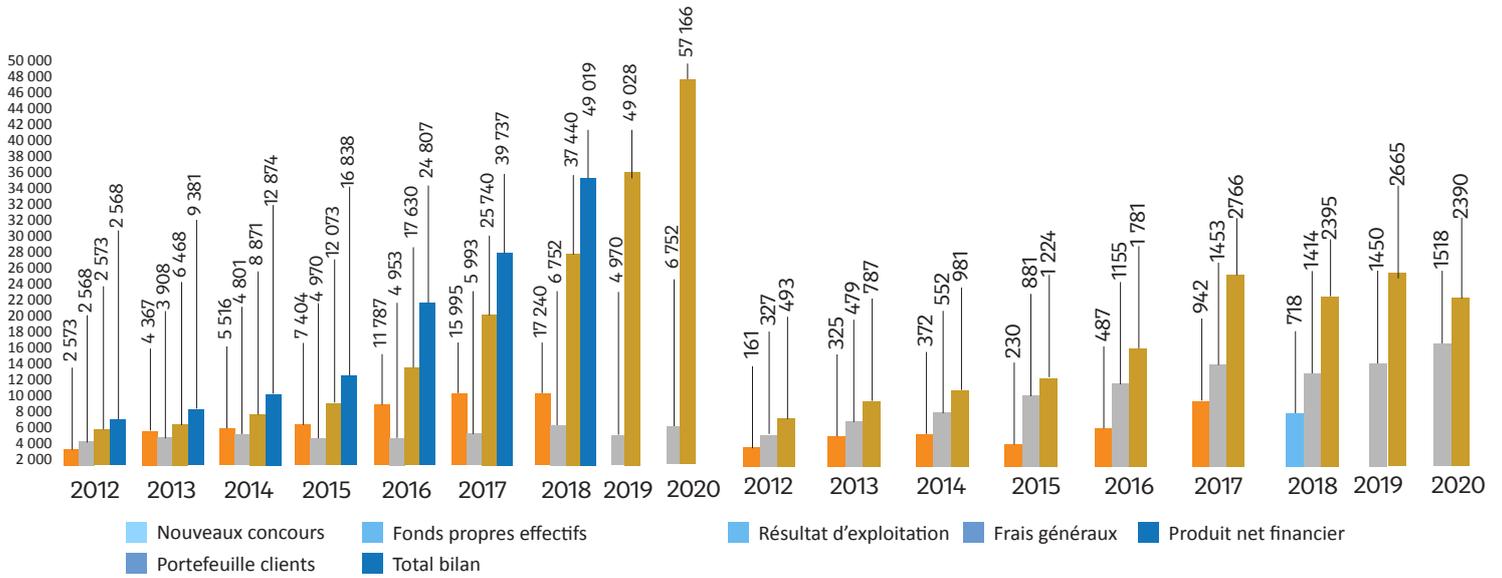
INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE 2012-2020

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2012-2020



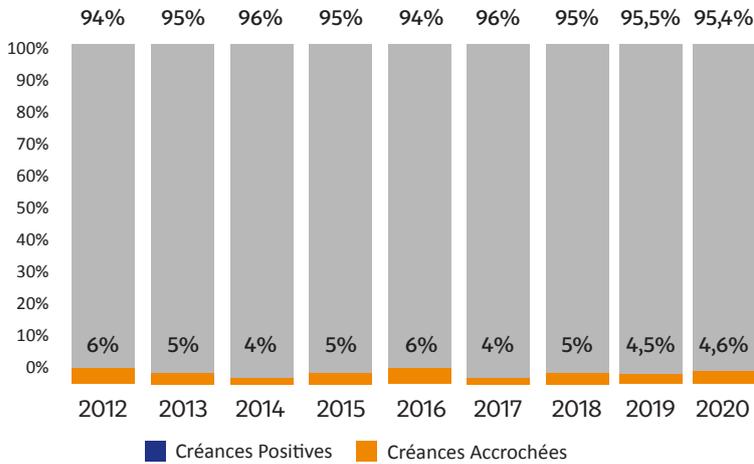
Qualite du portefeuille

Répartition du portefeuille par categorie de clientèle

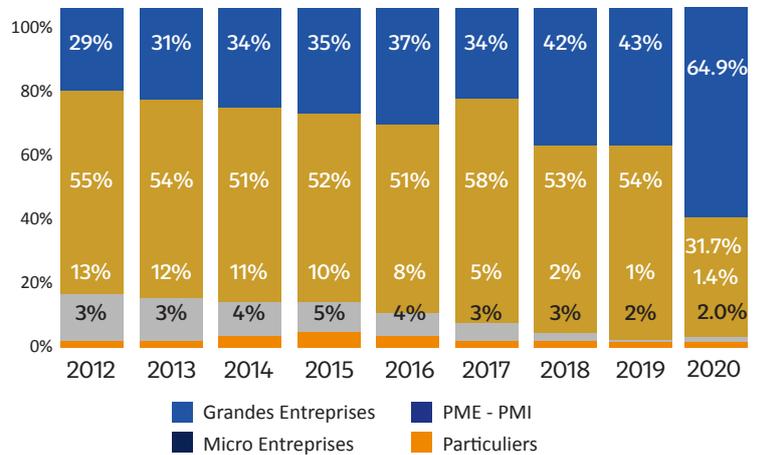


INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE 2013 A 2020

INDICATEURS DE PERFORMANCE 2013-2020



Qualite du portefeuille



Répartition du portefeuille par categorie de clientèle



## LA VISION

FIDELIS Finance, Institution financière partenaire de référence en matière de financement des PME au sein l'UMOA

## LA MISSION

Aller au-delà du possible perceptible ; repousser les limites de nos capacités pour offrir les meilleurs services financiers avec efficacité et efficience.

## LES OBJECTIFS MAJEURS

Mobiliser les ressources nécessaires à un développement continu des activités de l'établissement :

- ▶ Atteindre un niveau annuel moyen de décaissement de 10 000 millions par an sur la période de 2016-2021 et un taux de ROE moyen annuel de 12%.
- ▶ maintenir une amélioration continue de la qualité du portefeuille ;
- ▶ conduire une politique de gestion de carrière des employés de qualité pour permettre à Fidelis Finance de continuer à assurer une amélioration continue de la qualité de ses prestations aux clients.

## LES VALEURS

Les Valeurs clés à respecter dans l'exercice de notre métier sont : Intégrité, Professionnalisme, Innovation, Confiance et respect mutuel, Communication, Responsabilité, Travail en équipe et Penser : Client, Entreprise et Moi.

Ces valeurs seront renforcées par les quatre Principes du Professionnalisme suivants qui disposent que tous les travailleurs doivent s'engager à développer : la Connaissance, la Créativité, la Flexibilité et la Discipline.





# LE RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES SUR L'EXERCICE 2020

(64e Réunion du Conseil d'Administration, 31 mars 2021)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le Conseil d'Administration est heureux de faire, par le biais de ce rapport, le point de la situation de votre société arrêtée au 31 décembre 2020. Ce rapport est organisé en quatre grandes parties couvrant les aspects principaux relatifs au fonctionnement des organes de décisions, à l'évolution de l'activité, à la situation financière et au respect des normes réglementaires.

## I. CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL

L'activité économique mondiale a été paralysée depuis le début de l'année 2020 par l'apparition et la propagation de la pandémie liée à la maladie du coronavirus.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs de la conjoncture font ressortir la poursuite de la tendance à la baisse de l'activité économique, du fait entre autres de la situation défavorable de l'ensemble des secteurs d'activité et du marasme économique mondialisé. En effet, la Zone affiche en 2020, un taux de croissance de 0,7% contre une projection initiale de 6,6%.

Dans le paysage bancaire, en dépit de la situation sanitaire, on note une progression en rythme annuel du total de bilan à 13,8% (+7,3%), une hausse annuelle des emplois à 14,1% (+7,9%) et une augmentation des ressources de 13,6% (+6,2%). Au Burkina Faso, le taux de croissance est de 2,5% contre 5,7% l'année dernière, dans un contexte marqué par la crise sanitaire, la persistance des attaques terroristes et la poursuite des revendications sociales. Quant à la Côte d'Ivoire, deuxième pays d'implantation de notre société, avant le choc mondial provoqué par la pandémie du coronavirus, elle continue d'afficher l'une des croissances économiques les plus fortes du continent africain et du monde, avec un taux de 1,8% contre 6,2% une année plus tôt.

## II. ACTIVITES DES ORGANES SOCIAUX

Les organes sociaux se sont réunis régulièrement durant l'exercice écoulé, ce qui a permis de prendre les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'Etablissement.

Ainsi, durant la période sous revue, il s'est tenue le 14 avril, une Assemblée Générale Mixte des actionnaires pour d'une part, en session ordinaire, adopter les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2019, renouveler le mandat arrivé à échéance d'un autre Administrateur, nommer un Administrateur indépendant et les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants ; d'autre part, en session extraordinaire, décider l'augmentation du capital de la société à 6 200 millions.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois (03) fois au cours de la période sous revue : le i°) 30 mars lors de sa 61ème réunion, pour procéder à l'examen et l'approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2019 et à l'examen de l'évolution de l'activité de l'Etablissement sur l'exercice 2019, ii°) le 28 août 2020 lors de 62ème session afin d'examiner l'arrêté des comptes et le rapport de gestion au 30 juin 2020 ainsi que l'impact de la Covid-19 sur l'activité de la société, et enfin iii°) le 18 décembre 2020 au titre de la session budgétaire en sa 63ème session.

Les Comités spécialisés du Conseil d'Administration se sont réunis régulièrement :

- Durant la période sous revue, les différents Comités de crédit appelés à statuer sur les demandes de financement ont approuvé au total 195 projets de financement pour une valeur totale de 16 883 millions ;
- Le Comité d'audit et de conformité, conformément à ses attributions, s'est réuni trois fois les 30 mars, 27 août et 16 décembre 2020, et a conduit ses diligences à travers un examen documentaire suivi d'entretiens par visio-conference, avec le Responsable en charge de l'Audit interne et les Commissaires aux comptes ;
- Le Comité des risques a procédé, lors de ses trois sessions des 27 mars, 26 août et 16 décembre 2020, à l'analyse des politiques et procédures de gestion des risques en conformité avec les dispositions prudentielles, à la révision du portefeuille et à l'examen et l'analyse du rapport d'impact de la Covid-19 sur l'activité de la société en termes de politique de risques et des perspectives certaines.

### III. ACTIVITES DES ORGANES DE CONTROLE

Les activités de contrôle interne de l'année 2020 ont été réalisées conformément aux dispositions conjointes de la Circulaire n° 03-2017/CB-C portant réorganisation du contrôle interne des Etablissements de crédit et des Compagnies financières dans l'UMOA, ainsi que de la Charte Générale de Contrôle de l'Etablissement.

En application de ces textes, durant la période sous revue, le contrôle interne a produit les rapports requis, lesquels ont été régulièrement transmis aux autorités de contrôle à bonne date. En outre, la Chargée de la Conformité a produit entre autres le rapport sur la mise en oeuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Le Responsable de l'Audit interne a poursuivi l'exécution du Plan annuel d'audit à travers quatre (4) missions de vérifications dans les deux pays d'implantation de la société.

Les Commissaires aux Comptes titulaires ont effectué trois (3) missions de vérifications au sein de l'Etablissement. Elles se sont déroulées en février 2020, juillet 2020 et mars 2021, et a permis de mener les travaux de certification des comptes arrêtés au 31 décembre 2019, ceux entrant dans le cadre de la revue limitée des informations financières intermédiaires au 30 juin 2020 et les travaux de certification des comptes arrêtés au 31 décembre 2020.

### IV. EVOLUTION DE L'EXPLOITATION ET DE L'ACTIVITE DE FINANCEMENT

Au regard des ambitions et des objectifs stratégiques fixés dans le Business plan 2017-2021, trois priorités ont été fixées pour l'atteinte des objectifs :

- Renforcer l'efficacité du recouvrement ;
- Accélérer les activités commerciales et la production ;
- Intensifier la politique de Funding pour soutenir l'activité d'exploitation.

Les activités menées dans le courant de l'exercice ont porté sur ces trois niveaux de priorité.

## 4.1 RECOUVREMENT

Comparés à leur niveau de décembre 2019, les impayés sur les contrats en gestion normale ont progressé d'environ 244 millions, pour se situer à 1 529 millions, en hausse de 19%.

Au titre des créances en souffrance dont l'encours au 31 décembre 2019 s'établissait à 884 millions, un montant de 74 millions a été recouvré en numéraire et 201 millions au titre des attributions judiciaires, soit un total de 275 millions pour un objectif annuel de 450 millions, faisant ressortir un taux de réalisation de 61%. Aussi, on enregistre une évolution dans les procédures d'attribution judiciaire des biens immobiliers affectés en garantie au profit de fidelis finance.

## 4.2 ACTIVITÉS ET PRODUCTION

Le montant des productions de 2020 est ressorti à 27 655 millions contre 27 581 millions une année plus tôt, soit une augmentation de 74 millions.

Tableau I: Evolution comparée des mises en forces et décaissements (données en millions de FCFA)

PRODUITS	31/12/2020		31/12/2019	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Leasing	82	16 240	78	15 579
Crédit	72	8 021	75	8 694
Factoring & crédit CT	34	3 394	30	3 308
<b>Total</b>	<b>188</b>	<b>27 655</b>	<b>183</b>	<b>27 581</b>

Avec 59% des nouvelles productions, le leasing se positionne en tête. Il est directement suivi du crédit qui enregistre 29%. S'en suit le factoring/CT avec un taux qui ressort à 12%.

## 4.3 RATING DU PORTEFEUILLE

### 4.3.1 Evolution du portefeuille

Comparativement au 31 décembre 2019, l'exercice 2020 a connu une progression du portefeuille.

Tableau II : Rating du portefeuille

	31/12/2019	31/12/2020	VARIATIONS 2019/2020
<b>A. CREDIT</b>	25 760	34 194	32,74%
Court Terme	4 450	10 691	140,27%
Moyen Terme	18 246	19 566	7,23%
Long Terme	3 064	3 937	28,49%
<b>B. CREDIT BAIL</b>	22 385	21 416	-4,33%
Court Terme	911	950	4,33%
Moyen Terme	16 338	14 994	-8,23%
Long Terme	5 136	5 472	6,55%
Créances en souffrance	884	1 410	59,52%
• dont : Crédit-bail	472	732	55,13%
<b>TOTAL CREDITS BRUTS</b>	49 028*	57 020	16,30%
Provisions sur créances en souffrance	785	1 071	3,64%
• dont : Crédit-bail	311	367	3,54%

\*Ce montant inclut les prêts octroyés à la succursale et aux filiales en 2019.

Le total des crédits bruts à la clientèle est passé de 49 028 millions au 31 décembre 2019 à 57 020 millions au cours de la période sous revue, soit une hausse de 16,30%, 7 992 millions en montant.

#### 4.3.2 Qualité du portefeuille

Le rating du portefeuille de l'Etablissement donne la structure suivante :

Tableau III : Rating comparés du portefeuille

NOTES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EXPLICATIONS
A	83%	82%	87%	89%	89,5%	89,6%	90%	Situation normale
B	10%	9%	7%	4%	4,5%	4,4%	4,2%	Clients ayant eu des impayés d' 1 mois au plus
C	2%	4%	2%	3%	2,1%	2%	2,1%	Clients ayant eu des impayés de plus 1 mois à 3 mois
D	2%	1%	2%	2%	2,2%	2,1%	1,9%	Clients ayant eu des impayés > 3 mois et <6mois
E	3%	4%	2%	2%	1,7%	1,9%	1,8%	Clients ayant eu des impayés > 6 mois
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>							

Globalement, la part des concours non performants (D+E) s'établira au 31 décembre 2020 à 3,7%, contre une moyenne de 4,1% sur les cinq dernières années.

## V. RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Sur la base des données au 31 décembre 2020, les états de calcul des principaux ratios font ressortir des fonds propres de base de 7 306 millions suivant les calculs du nouveau référentiel Bâle 2 et 3 pour une norme réglementaire de 3 000 millions.

Notre Etablissement respecte l'ensemble de la batterie des ratios relatifs aussi bien à la réglementation des opérations qu'aux normes de gestion.

## VI. FUNDING ET RESPECT DES ENGAGEMENTS

- **Remboursement des emprunts**

Au 31 décembre 2020, l'Etablissement a honoré tous les engagements pris avec ses partenaires que sont la BOAD, la BIDC, la BAD, Symbiotics, Incofin, Oikocredit et Responsibility, et les banques locales au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. L'encours total des comptes d'emprunts au 31 décembre 2020 s'élève à 48 924 millions. Le montant remboursé ressort à 13 949 millions.

- **Funding et renégociation des emprunts.**

Durant l'exercice 2020, l'Etablissement a mobilisé un montant total de 33 266 millions.

Sur la base des accords obtenus, des lignes sont à mobiliser en local, auprès de Ecobank, de Banque Atlantique BF, BNI, et auprès de partenaires extérieurs tels que Developing World Markets, Blue Orchard, OIKO-CREDIT.

## VII. ETATS FINANCIERS

Une copie des états financiers au 31 décembre 2020 est jointe en annexe de ce rapport.

### 7.1 BILAN

Les principales évolutions sont les suivantes :

- Le total bilan agrégé au 31 décembre 2020 ressort à 71 690 millions contre 52 459 millions en décembre 2019, enregistrant une variation positive de 19 232 millions, soit 36,66% ;
- Les créances interbancaires se chiffrent à 3 179 millions au 31 décembre 2020 et sont constituées de dépôts à vue et à terme, et de prêts octroyés à des établissements financiers;
- Les créances sur la clientèle, qui prennent également en compte les opérations de crédit-bail, enregistrent au 31 décembre 2020, un solde de 56 089 millions contre 39 283 millions en 2019 soit une variation de 42,78% ;
- S'établissant à 7 406 millions au 31 décembre 2020 contre 8 399 millions à fin 2019, soit une baisse de 11,82%, les dettes à l'égard de la clientèle représentent les dépôts de garantie et les dépôts à terme reçus.

## 7.2 COMPTE DE RÉSULTATS

Le résultat net est de 908 millions au 31 décembre 2020 contre 829 millions en 2019.

Les grandes lignes donnent les informations suivantes :

- Intérêts et charges assimilées : ils sont de 2 692 millions au 31 décembre 2020 contre 1 782 au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 51,12%, et concernent les charges financières sur les emprunts et sur les dépôts à terme reçus. Cette forte hausse est due à la mobilisation de ressources notamment au plan local pour soutenir le financement de projets importants tels que le financement des ambulances en faveur du Ministère de la Santé du Burkina Faso ;
- Les commissions et produits financiers : 1 254 millions au 31 décembre 2020 contre 599 millions en 2019 soit une hausse de 109,35%. Cette forte hausse s'explique par les divers produits issus des mises en place de dossiers importants sur l'exercice 2020 ;
- Les commissions et charges financières : 124 millions au 31 décembre 2020 contre 186 millions en 2019, soit une baisse de 33,12% ;
- Les charges générales d'exploitation : elles s'élèvent à 1 558 millions au 31 décembre 2020 contre 1 437 millions au 31 décembre 2019, soit une hausse de 8,42%. Il s'agit essentiellement des frais généraux de fonctionnement et les charges de personnel. Les charges d'exploitation ont été régulièrement maîtrisées au cours du présent exercice.

## VIII. CONCLUSIONS

L'exercice 2020 se clôture avec un niveau de réalisation des objectifs satisfaisant : 1°) croissance en qualité de l'activité, 2°) consolidation des fondamentaux et renforcement des outils de gouvernance.

Les priorités de l'année 2021 vont porter entre autres sur 1°) le renforcement des conditions de prise de risques afin de contenir au maximum les effets de la pandémie, 2°) la poursuite des activités de recherche de ressources adéquates, 3°) l'extension du réseau en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso , 4°) l'exploitation du nouveau système d'information, 4°) le suivi des projets majeurs de la société et enfin 5°) le renforcement de la visibilité et la notoriété de l'Institution sur ses marchés cibles.

Tous les membres du Conseil d'Administration, la Direction générale ainsi que l'ensemble du personnel de la société s'emploieront à poursuivre avec détermination les actions engagées.

### **Le Conseil d'Administration**



## LE TABLEAU D'ANALYSE DES RESULTATS

Données au 31/12/2020 (en millions FCFA)

RUBRIQUES	FIDELIS FINANCE			
	2020	2019	2018	2017
Produits sur opérations de leasing	2 733	1 712	2 504	2 490
Produits d'intérêts sur opérations de crédit	2 501	2 501	1 610	1464
<b>PRODUITS SUR OPERATIONS DE LEASING ET CREDIT</b>	<b>5 234</b>	<b>4 213</b>	<b>4 114</b>	<b>3 954</b>
Autres produits d'exploitation	834	382	571	217
<b>TOTAL PRODUIT D'EXPLOITATION</b>	<b>6 068</b>	<b>4 595</b>	<b>4 685</b>	<b>4 171</b>
Charges financières nettes	3 235	1 968	2 343	1469
Produits des placements	129	121	53	64
<b>PRODUITS NETS</b>	<b>2 962</b>	<b>2 748</b>	<b>2 395</b>	<b>2 766</b>
Charges de personnel	687	665	598	526
Autres charges d'exploitation	871	772	816	927
<b>FRAIS GENERAUX</b>	<b>1 404</b>	<b>1 311</b>	<b>981</b>	<b>1 313</b>
Dotations nettes aux provisions sur risques clients	498	270	154	249
Dotations nettes aux provisions sur dépréciation des titres	-			
Dotations aux amortissements des valeurs immobilisées	82	75	109	122
Dotations aux amortissements pour risques divers	-			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>824</b>	<b>966</b>	<b>718</b>	<b>942</b>
Autres gains ordinaires	528	275	69	54
Autres pertes ordinaires	51	93	33	6
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS</b>	<b>1301</b>	<b>1148</b>	<b>754</b>	<b>990</b>
Impôts sur le bénéfice	393	319	162	234
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOTS</b>	<b>908</b>	<b>829</b>	<b>592</b>	<b>756</b>
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>	<b>908</b>	<b>829</b>	<b>592</b>	<b>756</b>
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (EN UNITÉ DE FRANCS)</b>	<b>146</b>	<b>146</b>	<b>16461</b>	<b>8840</b>



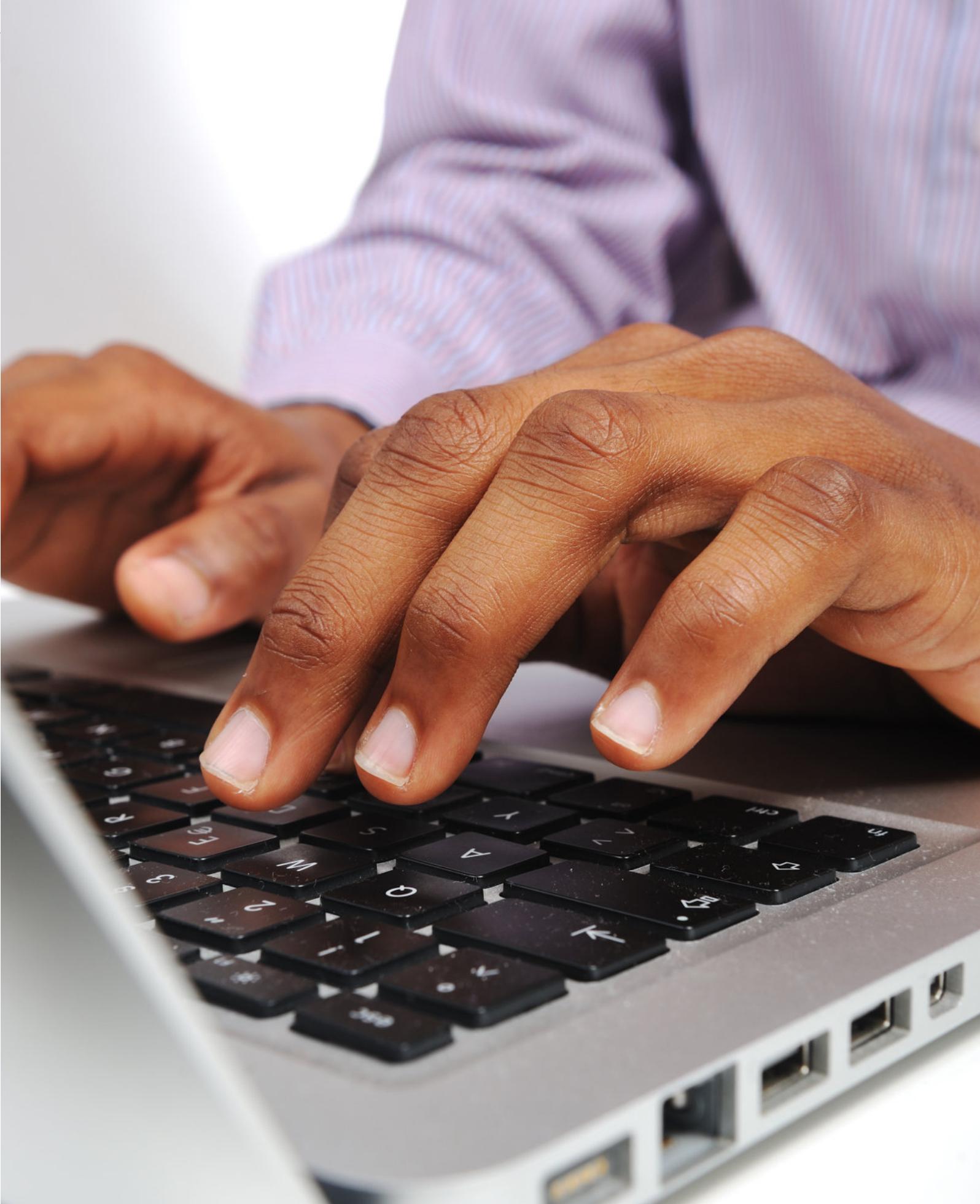
## LES ETATS FINANCIERS DESTINES A LA PUBLICATION

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N- 1	Exercice N
1	CAISSE,BANQUE CENTRALE,CCP	1 847	2 739
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	1 2110	3 1790
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	39 2803	56 0890
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	1 0603	1 9950
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	5305	0
8	AUTRES ACTIFS	4 9060	3 5370
9	COMPTES DE REGULARISATION	50	44
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	100	100
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	997	997
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3804	4101
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 078	2 600
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>52 459</b>	<b>71 690</b>

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N- 1	Exercice N
1	BANQUES CENTRALES, CCP	1 009	2 314
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	30 314	48 924
3	DETTES A L' EGARD DE LA CLIENTELE	8 399	7 406
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIFS	5 433	5 427
6	COMPTES DE REGULARISATION	43	58
7	PROVISIONS	-	-
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	7 261	7 561
10	CAPITAL SOUSCRIT	6 000	6 200
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	2	0
12	RESERVES	309	434
13	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
14	PROVISIONS REGLEMENTÉES	-	-
15	REPORT A NOUVEAU(+/-)	121	20
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	829	908
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>52 459</b>	<b>71 690</b>

CODE POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N
	ENGAGEMENTS DONNES		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 958	1 914
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		80
3	ENGAGEMENTS SUR TITRE		
	ENGAGEMENTS RECUS		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	38 709	47 804
6	ENGAGEMENTS SUR TITRE		

CODE POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	4 008	4 502
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	1 782	2 693
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	599	1 254
5	COMMISSIONS (CHARGES)	186	125
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-	-
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-	15
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	113	402
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	86	0
10	PRODUIT NET BANCAIRE	2 666	3 355
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS		
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 437	1 558
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	75	82
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 154	1 715
15	COUT DU RISQUE	268	414
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	886	1 301
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	263	1
18	RESULTAT AVANT IMPOT	1 149	1 300
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	319	393
20	RESULTAT NET	829	908





## LES RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 31 MARS 2021

### A. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

#### Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020, approuve sans réserve lesdits rapports dans toutes leurs dispositions et en conséquence, approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'il lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées traitées par les articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, et de l'article 25 des statuts de la société, approuve ledit rapport et donne décharge aux Commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mandat en 2020.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, donne quitus entier, définitif et sans réserve à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### Quatrième résolution

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après en avoir délibéré, approuve l'affectation des résultats de l'exercice 2020 comme ci-après :

Bénéfice net de l'exercice 2020.....	907 646 581
Réserve légale [R. Net x 15%] (-) .....	136 146 987
Report à nouveau antérieur (+) .....	19 799 020
Résultat disponible (=) .....	791 298 574
Dividendes à distribuer (-) .....	425 142 857
<b>Solde à reporter à nouveau.....</b>	<b>366 157 717</b>

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe en conséquence le dividende brut par action à soixante-huit virgule cinquante-sept (68,57) francs CFA, soit un dividende net de soixante (60) francs CFA pour chacune des actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance. Les dividendes seront mis en paiement dans un délai de neuf mois maximum à compter de la clôture de l'exercice soit, le 30 septembre 2021.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité*

### Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu les rapports du Conseil d'Administration sur la nomination d'un nouvel Administrateur indépendant, et sur le renouvellement du mandat arrivé à échéance d'un Administrateur, et sous réserve de l'obtention des autorisations requises le cas échéant :

- Nomme M. Christian Narcisse ADOVELANDE, né le 29 octobre 1950 à Porto-Novo (Benin) et résidant à Lomé, en qualité d'Administrateur indépendant pour un mandat de (6) six ans ;
- Renouvelle le mandat d'Administrateur de Raynal Assurances IARD Burkina Faso pour une durée de (6) six ans.

Les mandats susvisés prendront fin à l'issue de la session de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2026.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer le montant des indemnités de fonctions allouées aux membres du Conseil d'Administration à quatre vingt deux millions de francs CFA net de tous impôts et taxes, à compter de l'exercice 2021. Ce montant tient compte de la charge de travail induite par le fonctionnement des différents comités spécialisés et la nomination d'un nouvel Administrateur indépendant.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'autoriser, soit, l'émission sur le marché financier de l'UEMOA, en une ou plusieurs tranches, d'obligations non-convertibles et non-échangeables en actions, soit des placements privés, pour un encours maximum de quinze (15) milliards de francs CFA par nature d'opération, dans les proportions, sous les formes et aux époques, taux et conditions d'émission et d'amortissement jugés convenables par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, confère tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration ou au Directeur général en vue de la réalisation de l'émission d'obligations non-convertibles et non-échangeables en actions, ou de l'opération de placements privés, dans un délai maximum de deux (2) ans.

Dans le cadre de ces opérations, l'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait de la présente résolution de ses délibérations pour dépôt au rang des minutes d'un notaire avec reconnaissance d'écritures et de signatures des membres du bureau de l'Assemblée et, plus généralement, pour effectuer tous dépôts et formalités conformément à la loi.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### Huitième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Ordinaire, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

*Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*



## LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2020

Mesdames,  
Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale des actionnaires et en application des dispositions des articles 711 à 714 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport, suite aux contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels de Fidelis Finance –Burkina Faso et de la succursale Fidelis Finance-côte d'Ivoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

### I- AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

#### Opinion

Nous certifions que les comptes annuels de Fidelis Finance-Burkina Faso SA et ceux de sa succursale Fidelis Finance Côte d'Ivoire arrêtés au 31/12/2019 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, pour tous leurs aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la FIDELIS FINANCE SA à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section ((Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuel du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N° 01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Responsabilité de Conseil d'Administration à l'égard des états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptable édictées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les Etats Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Le conseil d'administration a la responsabilité d'arrêter ces états financiers intermédiaires conformément à la fois et aux dispositions spécifique de l'articles 2 de l'instruction n° 035-11-2016 de la BCEAO du 15 novembre 2016 relative à l'établissement et à la publication des états individuels et consolidés des établissements de crédits.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration (le cas échéant, au Comité d'Audit) de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de société.

### Responsabilité des Commissaires aux comptes

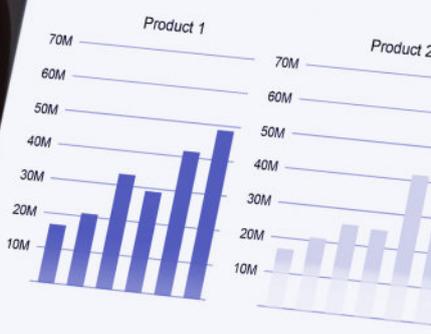
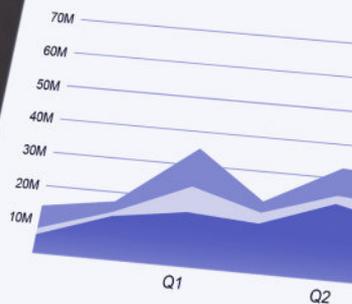
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers ci-joints. Nous avons effectué notre examen conformément à la norme internationale d'audit (ISA), aux dispositions du Règlement N° 01/2017/CM/OHADA du 8 juin 2017 portant harmonisation des pratiques des professionnels de comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et aux dispositions de la circulaire N° 002-2018/CBC/C relative aux conditions d'exercice de commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA.

Il nous appartient de porte à votre connaissance les informations suivantes :

- Les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers tels qu'ils sont présentés dans ce rapport avant leur arrêté par le Conseil d'Administration ;
- Les observations sur le contrôle des états financiers ;
- Les irrégularités et les inexactitudes relevées à l'issue de nos travaux ;
- Les conclusions auxquelles conduisent les observations et éventuelles rectification y afférentes.

Nous avons procédé à l'examen des états financiers de l'exercice clos le 31 Décembre 2019. Ces états financiers présentés en annexe du présent rapport se caractérisent par les données suivantes en millions de F CFA :

RUBRIQUES	MONTANTS FIDELIS FINANCE		MONTANT GLOBAL
	BURKINA	COTE D'IVOIRE	
Total bilan	45 786	15 597	52 459
Résultat net de l'exercice	525	304	829





Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève des jugements des commissaires aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, les commissaires aux comptes prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

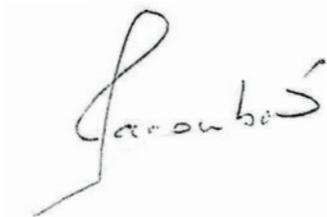
Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenue et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble de états financiers.

Notre responsabilité est également de procéder aux vérifications spécifiques prévues par les lois et règlements régissant la vie des sociétés et le secteur bancaire.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisant et appropriés pour fonder notre opinion.

Ouagadougou, le 09 Mars 2020

## LES COMMISSAIRES AUX COMPTES



**ETY sas Yacouba TRAORE**  
Associé, Président Expert-comptable  
et financier diplômé



**Koffi Kafui HOUNGUES-AGAGNON**  
Expert comptable et financier diplômé  
Commissaire aux comptes Inscrit à l'ONECCA BURKINA FASO

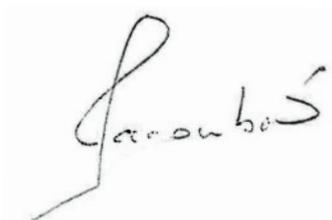
## LE RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES REMUNERATIONS EXCEPTIONNELLES ALLOUEES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux dispositions de l'articles 432 de l'acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés et du GIE, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyages au profit des membres du conseil d'administrations de Fidelis Finance Burkina Faso au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été versée aux membres du conseil d'administration. Il n'a été procédé à aucun remboursement de frais aux administrateurs.

Ouagadougou, le 09 Mars 2020

### LES COMMISSAIRES AUX COMPTES



**ETY sas Yacouba TRAORE**  
Associé, Président Expert-comptable  
et financier diplômé



**Koffi Kafui HOUNGUES-AGAGNON**  
Expert comptable et financier diplômé  
Commissaire aux comptes Inscrit à l'ONECCA BURKINA FASO

## LE RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

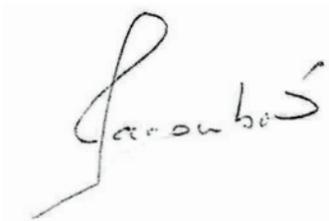
---

Il nous appartient, conformément à l'article 440 du droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique OHADA, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que toute les indications, vous permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur fondé.

Au titre de l'exercice 2019 et conformément aux articles 438 à 448 de l'acte Uniforme OHADA votre conseil d'administration ne nous a pas avisés de l'existence de telles convention.

Ouagadougou, le 09 Mars 2020

### LES COMMISSAIRES AUX COMPTES



**ETY sas Yacouba TRAORE**  
Associé, Président Expert-comptable  
et financier diplômé



**Koffi Kafui HOUNGUES-AGAGNON**  
Expert comptable et financier diplômé  
Commissaire aux comptes Inscrit à l'ONECCA BURKINA FASO



## LA RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE

Notre société a adopté en juin 2013, son Système de Gestion Environnementale et Sociale. Complétant nos outils de bonne gouvernance, ce système permet d'assurer une gouvernance d'entreprise responsable. Il est composé de :

Premièrement, une déclaration de politique environnementale et sociale ; deuxièmement une procédure d'identification et de gestion des risques environnementaux et sociaux, troisièmement, une liste des exclusions, de guides d'identification des risques environnementaux et sociaux, ainsi que des modèles de rapports et de reporting. L'adoption de cet outil complète la démarche RSE de Fidelis Finance qui se décline en cinq (5) axes :

01	Financer la croissance économique et sociale,
02	Préserver l'environnement et contribuer à la préservation des droits des mineurs,
03	Améliorer le taux d'accès des PME aux financements bancaires,
04	Promouvoir le bien être en s'engageant, auprès de nos communautés,
05	Développer les compétences et promouvoir des valeurs d'éthique professionnelles.

Pour réaliser ses objectifs majeurs, notre société s'est engagée à :

01	Financer les projets d'investissement des entreprises : en effet, 75% de nos concours portent sur l'investissement et 95% de notre portefeuille représentent les crédits aux entreprises. Par cet apport, Fidelis Finance contribue à la création des richesses et des emplois, et partant de là, au développement d'une économie durablement résiliente.
02	Veiller à réduire l'impact négatif de nos financements sur l'environnement, par la mise en oeuvre d'une politique de gestion environnementale et sociale, et le développement d'une culture du respect de l'environnement chez nos collaborateurs et notre clientèle
03	Ouvrer pour un meilleur accès des PME aux produits bancaires. Depuis une vingtaine d'années, Fidelis Finance travaille pour le développement des produits financiers et des solutions innovantes adaptés aux besoins des PME, comme le crédit-bail et l'affacturage, les garanties et cautions de marchés. Au moins, 65% de nos concours chaque année, bénéficient aux PME.
04	Contribuer au développement du bien-être de notre communauté (dons de matériels aux centres hospitalier et pédiatrique de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso).
05	Assurer à nos collaborateurs les conditions d'une bonne acquisition de savoir-faire et de savoir être, capable d'assurer une interaction entre toutes les parties prenantes de l'entreprise, basée sur le respect des règles d'éthiques, des processus et garantissant des exigences de santé, de sécurité et le bien-être au travail.

L'adoption de bien d'autres outils de bonne gouvernance, dont un code de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie professionnelles, est l'un des atouts de cet engagement.



## LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Fidelis Finance est un Etablissement financier à caractère bancaire spécialisé autorisé par la BCEAO et inscrit sur la liste des établissements de crédit l'UMOA sous le Code d'Identité Bancaire N° C0085 B. L'une de ses missions principales est de contribuer, grâce à son offre de produits financiers innovants et bien adaptés, au développement durable de l'économie à travers ses activités de financement des entreprises.

Sa vision est de devenir une institution financière de référence en matière de financement des entreprises au sein de l'UMOA. Cela passe par un engagement ferme à jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une gestion environnementale responsable et d'un développement social durable. D'où l'adoption de la présente politique par laquelle nous faisons de la sauvegarde de l'environnement et des droits sociaux un critère important dans le choix des projets que nous finançons.

Dans le cadre de la réalisation de notre mission de soutien au développement d'une économie durable nous :

- ▶ Reconnaissons qu'une croissance économique saine ne peut se faire sans la conciliation et l'harmonisation des facteurs économiques, sociaux et environnementaux ;
- ▶ Marquons notre pleine adhésion aux principes et codes de gestion environnementale et sociale de notre pays d'implantation ;
- ▶ Acceptons les considérations environnementales et sociales comme un élément de la gestion des risques en matière d'investissements ;
- ▶ Souscrivons, dans le cadre de nos relations de partenariat avec les institutions internationales, aux meilleures pratiques ou références de standard internationaux, en matière de gestion environnementale et sociale, et applicables à notre activité ;
- ▶ Nous engageons à favoriser des comportements responsables et pertinents par l'information et la sensibilisation des membres du personnel, de nos clients et autres partenaires sur les aspects liés à l'environnement.

De ce fait, notre processus d'évaluation des risques va prendre en compte l'évaluation de l'impact environnemental et social des projets objet de nos concours.

L'adoption par le Conseil d'Administration de la présente déclaration de politique environnementale et sociale matérialise l'engagement de notre institution d'une part, à prendre en considération les aspects environnemental et social dans les décisions de financement et d'autre part, à porter une attention particulière aux financements d'investissements destinés à la protection de l'environnement.

La réalisation de ces objectifs induit pour notre institution, la mise en place d'un système de gestion environnemental et social (SGES), inspiré des meilleures pratiques internationales et conformes aux codes et règles nationaux. Ledit système comprend :

- ▶ une procédure d'identification et de gestion des risques environnementaux et sociaux ;
- ▶ une définition d'une liste des exclusions ;
- ▶ une définition d'un outil de reporting ;
- ▶ la désignation d'un responsable chargé de la mise en œuvre de la politique environnementale et sociale.

La mise à jour de cette politique ainsi que de ses outils de mise en œuvre se fait à chaque fois que de besoin et dans les mêmes conditions que les autres procédures de l'établissement.

Pour le Conseil d'Administration et suivant autorisation.

**Abdoulaye K. SORY**  
Administrateur - Directeur Général





Fidelis Finance Burkina Faso  
1035, Avenue du Dr. Kwamé N'Krumah  
01 B.P. 1913 Ouagadougou 01 -  
Burkina Faso  
tél : +226 25 30 01 01  
[www.fidelis-finance.com](http://www.fidelis-finance.com)

Fidelis Finance Côte d'Ivoire  
Cocody Danga, Route du Lycée Technique,  
Angle rue de la cannebière,  
Abidjan Côte d'Ivoire  
Tél : +225 27 22 44 88 00  
[www.fidelis-finance.com](http://www.fidelis-finance.com)